

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/38/EEC/Add.3
21 décembre 1998

(98-5126)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT
de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTES EUROPEENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions du **Danemark**.

DANEMARK

AGRICULTURE ET PÊCHE

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. AGRICULTURE	
1. Programme d'aide en faveur des régions agricoles les moins favorisées	4
2. Lutte contre les maladies des animaux et la salmonelle dans la volaille	5
3. Aide à la mise au point de produits agricoles et halieutiques	5
4. Investissements destinés à améliorer les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et forestiers	7
5. Développement de certaines zones rurales	8
6. Programme de lutte contre la mammite et autres mesures vétérinaires	9
7. Mesures visant à améliorer la production de miel	10
II. PÊCHE	
1. Bateaux de pêche – mise hors service définitive	11
2. Subventions en faveur de la pêche sur la côte du Jutland occidental	12
3. Aide structurelle à l'industrie de transformation du poisson	12
4. Subventions aux activités consultatives à l'intention des pêcheurs et des aquaculteurs	13
5. Nouveaux programmes pour la construction de bâtiments de pêche	14
6. Développement de l'industrie de l'aquaculture	15
7. Modernisation des installations dans les ports	16
8. Promotion commerciale des produits de la pêche et de l'aquaculture	17
9. Prêts aux jeunes pêcheurs	17
10. Aide complémentaire aux pêcheurs	18
11. PESCA	19
12. Modernisation des bateaux de pêche	20
III. INDUSTRIE ET ÉNERGIE	
1. Régime de subventions pour la récupération et l'élimination des huiles usées	21
2. Régime de subventions relatif aux déchets, au recyclage et aux techniques peu polluantes	21
3. Bonifications d'intérêts	22
4. Garanties au dernier navire – Demande de crédits supplémentaires n° 60 du 4 novembre 1987, approuvée par la Commission des finances du Parlement	23
5. Programme de garanties faisant suite au projet de loi n° 209 du 28 avril 1993, au projet de loi n° 254 du 19 avril 1995, et au projet de loi n° 292 du 28 avril 1997 ..	24
6. Garanties en faveur des petits navires de charge	25
7. Initiatives menées en vertu de la Loi sur le développement du commerce et de l'industrie	25
8. Fonds danois pour le développement des entreprises et Loi relative au Fonds danois pour le développement des entreprises	27

	<u>Page</u>
9. Programme énergétique (taxe sur le CO ₂ et le SO ₂)	28
10. Programme des zones industrielles	30
11. Régime applicable aux expatriés conformément à l'article 48 E de la Loi sur les impôts à la source	30
12. Formation professionnelle générale et individuelle dans le cadre de la Loi relative à une politique active concernant le marché du travail	31
13. Aide à la création d'entreprises	32
14. Projet pilote concernant le subventionnement d'entreprises offrant des contrats de formation à des adultes.....	33
15. Projet pilote concernant l'emploi de personnes ayant fait des études supérieures dans des petites et moyennes entreprises	33
16. Projet pilote concernant des mesures liées à l'emploi dans le secteur de l'environnement dans la région de Vejle.....	34
17. Projet pilote concernant les activités de planification de la formation	35
18. Subventions pour l'adoption de mesures spéciales contre la répétitivité des tâches	36
19. Mise au point et expérimentation de nouvelles techniques de production d'énergie.....	37
20. Loi n° 1209 du 2 décembre 1996 concernant le Fonds pour les économies d'électricité	38
21. Remboursement de la taxe sur le CO ₂ en faveur des entreprises consommant beaucoup d'énergie	38
22. Subventions pour les investissements des entreprises privées destinés à économiser l'énergie	39
23. Loi n° 1088 du 20 décembre 1995 portant modification de la Loi sur l'approvisionnement en électricité.....	39
24. Prime à la production d'électricité	40

I. AGRICULTURE**1. Programme d'aide en faveur des régions agricoles les moins favorisées****1. Titre du programme**

Programme d'aide en faveur des régions agricoles les moins favorisées.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE : dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
		1,8
-	-	7,2

4. Objectif général et/ou objet du programme

L'objectif est de verser une indemnité compensatoire aux agriculteurs situés dans les zones les moins favorisées. Ces zones sont les îles Samsø, Læsø, Fanø et 27 petites îles de l'association des petites îles du Danemark.

5. Durée

La subvention est une indemnité compensatoire versée chaque année et reconduite annuellement.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Fondement: Loi n° 479 du 12 juin 1996 telle que modifiée par la Loi n° 404 du 10 juin 1997. Règlement du Conseil (CE) 950/97.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité compensatoire, l'agriculteur doit résider sur l'une des îles définies comme étant des zones moins favorisées. La subvention est versée en fonction d'unités-surface et d'unités-bétail, le nombre d'unités pour lesquelles l'aide est octroyée étant limité à 120. L'aide est plafonnée à environ 67 000 couronnes danoises par agriculteur.

9. Il y aura, selon les estimations, environ 9 000 unités-surface et 5 000 unités-bétail pouvant bénéficier de l'aide sur environ 1 000 exploitations.

2. Lutte contre les maladies des animaux et la salmonelle dans la volaille

1. Titre du programme

Lutte contre les maladies des animaux et la salmonelle dans la volaille.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons, subventions financées par le produit des impôts et autres droits.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	1,7	2,2
1,35	0,43	30,9

4. Objectif général et/ou objet du programme

Un montant compensatoire est versé pour l'abattage d'animaux ou la destruction d'aliments pour animaux entrant dans le cadre du programme de lutte contre les maladies des animaux et les zoonoses. Un montant compensatoire est versé en fonction du manque à gagner résultant de ces opérations.

5. Durée

Le programme de lutte contre les maladies des animaux est permanent alors que le programme de lutte contre la salmonelle dans la volaille prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Le programme est fondé sur les lois n° 381 de 1993 et 1106 de 1994.

8. Le programme n'a aucune incidence sur l'emploi.

3. Aide à la mise au point de produits agricoles et halieutiques

1. Titre du programme

Aide à la mise au point de produits agricoles et halieutiques.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	14,5	8,0
182,4	187,1	254,2

4. Objectif général et/ou objet du programme

Promouvoir le développement des activités dans le secteur agricole primaire et les industries de transformation des produits agricoles et halieutiques.

5. Durée

Ce programme sera révisé en 2001-2002.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation de l'incidence de ce programme sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 340 du 14 mai 1992 et ses modifications.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Cette aide est destinée à l'exploitation commerciale des résultats de projets de développement. Elle est attribuée:

- i) pour la mise au point de nouveaux produits dans le secteur agricole primaire;
- ii) pour la mise au point de produits agricoles et halieutiques transformés; et
- iii) pour la commercialisation des produits du secteur agricole primaire et du secteur de l'agriculture et de la pêche.

Point i) - La subvention est égale à 40 pour cent des dépenses additionnelles liées au projet. Cinquante pour cent des dépenses additionnelles peuvent être subventionnées si le projet concerne la production biologique, si la valeur des travaux entrepris par le requérant lui-même représente une part importante des dépenses, ou s'il s'agit d'un projet pilote. L'aide est plafonnée à 12 500 écus. Elle est subordonnée à plusieurs conditions: le requérant doit avoir les compétences nécessaires pour mener à bien le projet; la subvention doit être nécessaire pour démarrer le projet, et celui-ci doit être réellement novateur pour le secteur agricole.

Point ii) - La subvention est égale à 40 pour cent des dépenses additionnelles. Cinquante pour cent des dépenses peuvent être subventionnées, à concurrence de 100 000 écus, si plus de 50 pour cent des dépenses totales concernent la recherche fondamentale, ou si le projet concerne la mise au point de produits de l'agriculture biologique, ou s'il s'agit d'un projet pilote mené par une petite ou moyenne entreprise. Plus de 50 pour cent des dépenses peuvent être subventionnées si le projet est réalisé par un établissement de recherche ou de développement. L'aide est accordée à condition que la subvention soit nécessaire pour démarrer le projet et que celui-ci soit réellement novateur pour le

secteur agricole. Le projet doit par ailleurs représenter une expansion des activités de développement du requérant.

Point iii) - La subvention est limitée à 50 pour cent des dépenses additionnelles. Le projet doit représenter une expansion des activités de commercialisation du requérant et l'aide doit être très importante pour la réalisation du projet. Lorsque certaines conditions sont remplies, l'aide n'est soumise à aucun plafond.

En règle générale, cette aide est remboursable si les résultats du projet sont utilisés à des fins commerciales. Cependant, elle ne l'est pas si l'activité subventionnée profite à l'ensemble (ou à une partie) d'un secteur.

9. Il n'existe pas de statistiques.

4. Investissements destinés à améliorer les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et forestiers

1. Titre du programme

Investissements destinés à améliorer les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et forestiers.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
68,2	8,0	46,2
28,4 surplus	28,1	17,1

4. Objectif général et/ou objet du programme

Améliorer les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et forestiers.

5. Durée

Programme actuel: 1994-1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

L'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation est censée rendre les produits plus concurrentiels, mais son incidence sur le commerce ne peut pas être quantifiée.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 89 du 23 février 1991. En application des Règlements CEE n° 866/90 (951/97) et n° 867/90.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Pour être admis au bénéfice de l'aide, les investisseurs doivent transformer des produits agricoles et forestiers. Aide maximale à concurrence de 17,5 pour cent des investissements ouvrant droit à l'aide.

9. Il n'existe pas de statistiques.

5. Développement de certaines zones rurales1. Titre du programme

Développement de certaines zones rurales.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
7,1	22,9	24,8
10,4	48,4	60,7

4. Objectif général et/ou objet du programme

Améliorer le développement de certaines zones rurales en subventionnant l'amélioration des méthodes de production, la mise au point de nouveaux produits, etc.

5. Durée

Programme actuel: 1994-1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 198 du 9 avril 1986. En application du Règlement CEE n° 2081/93.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Pour pouvoir bénéficier de l'aide, il faut que l'exploitation soit située dans certaines zones rurales et que les investissements contribuent au développement local. Une subvention pouvant aller

jusqu'à 50 pour cent est accordée, à concurrence de 650 000 couronnes danoises par exploitation. Le montant maximum de la subvention est de 360 000 couronnes danoises par exploitation pour les projets d'artisanat à la ferme ou de tourisme rural.

9. Ce programme a une incidence positive sur l'emploi. Il n'existe pas encore de statistiques concernant les emplois préservés ou créés.

6. Programme de lutte contre la mammite et autres mesures vétérinaires

1. Titre du programme

Programme de lutte contre la mammite et autres mesures vétérinaires.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: les subventions sont financées par le produit des impôts et autres droits; dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	-	-
6,6	14,6	8,7

4. Objectif général et/ou objet du programme

Le programme de lutte contre la mammite a pour objet d'améliorer la qualité du lait et des produits laitiers. Le programme d'assistance vétérinaire en faveur des petites îles a pour objet de compenser les coûts supplémentaires occasionnés par les traitements vétérinaires dans les exploitations situées sur des îles n'ayant pas de vétérinaire local.

5. Durée

Les programmes sont permanents.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Le programme de lutte contre la mammite est fondé sur l'Arrêté n° 853 du 16 décembre 1991.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Le montant de la subvention est fixé dans le budget annuel. La subvention est versée lorsque l'organisme laitier danois a établi que le programme de lutte contre la mammite a été exécuté conformément aux conditions prévues par l'arrêté susmentionné.

9. Ce programme n'a aucune incidence sur l'emploi.

7. Mesures visant à améliorer la production de miel**1. Titre du programme**

Mesures visant à améliorer la production de miel.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons/autres formes d'aides et financement du fonds de roulement pour les sociétés de services publics.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	-	0,9
-	-	4,0

4. Objectif général et/ou objet du programme

Ce programme vise à subventionner les projets dont l'objectif est d'améliorer la production de miel.

5. Durée

Les projets spécifiques entrent dans le cadre du programme national annuel. Le programme proposé pour 1998 vise à lutter contre la varroase et les maladies apparentées.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Règlement du Conseil (CE) n° 1221/97

À l'échelle nationale, les projets spécifiques sont fondés sur l'un ou l'autre des textes suivants:

- Loi n° 813 du 21 décembre 1988 telle que modifiée par la Loi n° 296 du 24 avril 1996;
- Dépenses imputées sur le budget national en faveur de l'Institut danois d'agronomie (Danmarks JordbrugsForskning § 24.33.03).

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Le programme national doit recevoir l'aval de la Commission européenne pour pouvoir être cofinancé par l'Union européenne.

Le programme peut comprendre, entre autres, les mesures suivantes: assistance technique, lutte contre la varroase, rationalisation de la transhumance, analyses physiques et chimiques et programmes de recherche.

9. Aucune estimation n'est disponible.

10. Autres

Ce programme peut englober des projets déjà en cours d'exécution au Danemark. En ce qui concerne les nouveaux projets, ils devraient être fondés sur la Loi n° 479 du 12 juin 1996 telle que modifiée.

II. PECHE

1. Bateaux de pêche – mise hors service définitive

1. Titre du programme

Bateaux de pêche – mise hors service définitive.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
35,1	26,1	45,7
35,2	26,1	45,7

4. Objectif général et/ou objet du programme

La subvention au désarmement des bateaux de pêche est accordée dans le but d'adapter la flotte aux possibilités de pêche.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

La subvention est octroyée conformément au Règlement CEE n° 3699/93.

9. La subvention a été attribuée à 15 bénéficiaires.

2. Subventions en faveur de la pêche sur la côte du Jutland occidental1. Titre du programme

Subventions en faveur de la pêche sur la côte du Jutland occidental.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	-	-
0,1	0,1	0,1

4. Objectif général et/ou objet du programme

Préserver les possibilités de pêche à partir des plages de la côte nord du Jutland occidental en y maintenant des treuils de pêche pour les bateaux.

5. Durée

Ce dispositif est permanent.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce dispositif n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Des subventions sont accordées pour l'emploi de spécialistes de la pêche chargés de donner des conseils technique et économiques aux pêcheurs.

3. Aide structurelle à l'industrie de transformation du poisson1. Titre du programme

Aide structurelle à l'industrie de transformation du poisson.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
29,6	42,8	36,6
3,1	8,6	7,3

4. Objectif général et/ou objet du programme

Cette subvention entre dans le cadre du plan sectoriel de restructuration de l'industrie de la pêche pour la période 1994-1999, et a pour but d'améliorer l'efficacité, la qualité et l'utilisation des ressources dans les installations de transformation ou de stockage du poisson ou des produits de la pêche directement destinés à la consommation humaine.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation de l'incidence de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont accordées conformément au Règlement CEE n° 3699/93.

4. Subventions aux activités consultatives à l'intention des pêcheurs et des aquaculteurs

1. Titre du programme

Subventions aux activités consultatives à l'intention des pêcheurs et des aquaculteurs.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	-	-
1,7	2,4	2,4

4. Objectif général et/ou objet du programme

La subvention est attribuée pour aider les pêcheurs danois à prendre des décisions économiquement viables et à profiter des mesures structurelles nationales ou communautaires conformément au plan sectoriel de restructuration de l'industrie danoise de la pêche pour la période 1994-1999.

5. Durée

Ce dispositif est permanent.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Des subventions sont accordées pour l'emploi de spécialistes de la pêche chargés de donner des conseils techniques et économiques aux pêcheurs.

5. Nouveaux programmes pour la construction de bâtiments de pêche1. Titre du programme

Nouveaux programmes pour la construction de bâtiments de pêche.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
0	12,3	50,0
0	3,5	10,0

4. Objectif général et/ou objet du programme

Pour permettre le renouvellement compétitif de la flotte de pêche danoise, une subvention couvrant 30 pour cent de l'investissement est attribuée.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999, mais il fait l'objet d'un réexamen; la dernière demande concernant l'ancien programme date du 6 février 1998.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Ce programme n'a aucune incidence directe sur le commerce.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément aux Règlements CEE n° 2080/93 et n° 3699/93.

9. Non disponible.

10. Autres

Ce programme a été lancé en 1997.

6. Développement de l'industrie de l'aquaculture

1. Titre du programme

Développement de l'industrie de l'aquaculture.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
0	8,0	15,0
0	1,6	3,0

4. Objectif général et/ou objet du programme

Modernisation et développement des parcs d'aquaculture.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation de l'incidence de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément aux Règlements CEE n° 2080/93 et n° 3699/93.

7. Modernisation des installations dans les ports1. Titre du programme

Modernisation des installations dans les ports.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
21,0	6,1	10,0
10,5	1,2	2,0

4. Objectif général et/ou objet du programme

Modernisation et développement des installations de traitement du poisson dans les ports de pêche.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation de l'incidence de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément aux Règlements CEE n° 2080/93 et n° 3699/93.

8. Promotion commerciale des produits de la pêche et de l'aquaculture

1. Titre du programme

Promotion commerciale des produits de la pêche et de l'aquaculture.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
0	10,8	12,5
0	10,8	12,5

4. Objectif général et/ou objet du programme

Recherche de nouveaux débouchés commerciaux pour les produits de la pêche et de l'aquaculture.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation de l'incidence de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément aux Règlements CEE n° 2080/93 et n° 3699/93.

9. Prêts aux jeunes pêcheurs

1. Titre du programme

Prêts aux jeunes pêcheurs.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: prêts bonifiés; garanties.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
-	2,0	2,2
-	-	-

4. Objectif général et/ou objet du programme

L'objectif est d'aider les jeunes qui se lancent dans le secteur de la pêche.

5. Durée

Ce programme prend fin en 2000.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation de l'incidence de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Ce prêt est fondé sur la Loi n° 483 de 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Des prêts sont accordés aux jeunes qui achètent pour la première fois des bateaux de pêche. Le bateau sert de garantie au prêt.

10. Aide complémentaire aux pêcheurs1. Titre du programme

Aide complémentaire aux pêcheurs.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
0	0,1	1,5
0,7	1,5	4,4

4. Objectif général et/ou objet du programme

L'objectif est de faciliter le départ à la retraite des propriétaires et du personnel des bâtiments de pêche qui sont désarmés avec l'aide des pouvoirs publics.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation des effets de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Cette subvention est fondée sur la Loi n° 1081 de 1993.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément à la Loi n° 1081 de 1996.

9. Cette subvention a été attribuée à dix personnes.

11. PESCA

1. Titre du programme

PESCA.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
2,7	8,6	8,9
0,3	11,7	7,6

4. Objectif général et/ou objet du programme

Ce programme a pour but de moderniser et de restructurer le secteur de la pêche et de développer d'autres activités dans des zones dépendantes de la pêche.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation des effets de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Cette subvention est fondée sur le programme PESCA danois approuvé par la Commission européenne et sur la Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément aux Règlements CEE n° 4253/88 et 2052/88.

12. Modernisation des bateaux de pêche1. Titre du programme

Modernisation des bateaux de pêche.*

*Programme financé avec la participation de la Communauté.

2. Forme de la subvention

Restitutions UE: dons.

3. Montant affecté au programme en 1996 (dépenses), 1997 (estimations), 1998 (budget)

Millions de couronnes danoises

1996 (D)	1997 (E)	1998 (B)
0	52,6	60,0
0	10,5	12,0

4. Objectif général et/ou objet du programme

L'objectif est de moderniser la flotte de pêche et, partant, d'améliorer l'efficacité, la qualité et l'utilisation des ressources dans le secteur de la pêche.

5. Durée

Ce programme prend fin en 1999.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Aucune estimation des effets de cette subvention sur le commerce n'est disponible.

7. Fondement et législation (loi ou arrêté)

Loi n° 483 du 12 juin 1996.

8. Règles et conditions (pour l'obtention de l'aide au titre du programme)

Les aides sont attribuées conformément aux Règlements CEE n° 2080/93 et 3699/93.

III. INDUSTRIE ET ENERGIE

1. Régime de subventions pour la récupération et l'élimination des huiles usées

1. Titre du programme

Régime de subventions pour la récupération et l'élimination des huiles usées. Le fondement juridique de ce programme est l'article 55a de la Loi relative à la protection de l'environnement et le Décret n° 1179 du 23 décembre 1993 relatif aux subventions pour l'élimination des huiles usées.

2. Forme de la subvention

Dons.

3. Montant de la subvention ou subvention par unité

Un montant de 1 980 couronnes danoises est versé par tonne d'huile usée, récupérée pour être utilisée par les centrales ayant obtenu une licence auprès des autorités locales. En 1997, le montant total des subventions était de 44,4 millions de couronnes danoises.

4. Objectif général et/ou objet du programme

Cette subvention est versée en compensation de la taxe sur les huiles usées de 1993 introduite dans la législation danoise à la suite de la mise en place du marché intérieur (UE). L'objectif de la subvention est d'encourager, par des incitations économiques, la récupération et l'élimination des huiles usées dans le respect de l'environnement, c'est-à-dire par la vente de ces huiles à des centrales électriques.

5. Durée

La durée de ce programme n'est pas déterminée.

6. Données statistiques (évaluation des effets sur le commerce)

Il n'existe pas de statistiques concernant les effets sur le commerce.

2. Régime de subventions relatif aux déchets, au recyclage et aux techniques peu polluantes

1. Titre du programme

Régime de subventions relatif aux déchets, au recyclage et aux techniques peu polluantes. Établi par la Loi n° 625 du 15 juillet 1997 relative à la protection de l'environnement.

2. Forme de la subvention

Dons.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

En 1997, 28 projets relatifs aux déchets et au recyclage ont reçu des subventions à hauteur de 22,7 millions de couronnes danoises. Le montant moyen de la subvention par projet était de 0,8 million de couronnes danoises. Quatre-vingts projets concernant des techniques peu polluantes ont reçu des subventions à hauteur de 60,4 millions de couronnes danoises. En 1997, le montant moyen de la subvention par projet était de 0,8 million de couronnes danoises. L'octroi des

subventions fait l'objet d'un examen des projets au cas par cas. Il n'existe en principe pas de plafond pour les subventions attribuées pour les projets.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme vise à réduire le volume des déchets et leur impact sur l'environnement, quel que soit le type de déchets. Les subventions sont attribuées pour des projets de recherche-développement dans les domaines des déchets et du recyclage, des analyses de flux des matières, de l'environnement, de l'énergie et de l'analyse des ressources pour l'analyse économique de programmes concernant d'autres méthodes de traitement des déchets et pour des initiatives en matière d'information. Le programme relatif aux techniques peu polluantes vise à réduire l'incidence sur l'environnement des produits à tous les stades de leur cycle de vie. Les subventions sont octroyées à des projets relatifs aux techniques peu polluantes qui réduisent l'impact sur l'environnement de certains procédés, favorisent l'utilisation de substances moins nocives, réduisent les pertes d'énergie et de matières premières dans la production, permettent la production de produits moins nocifs pour l'environnement et augmentent le potentiel de recyclage. Les subventions sont attribuées pour l'étude, la mise au point et l'expérimentation de techniques peu polluantes et la promotion de leur utilisation dans les entreprises danoises.

5. Durée de la subvention

Ce régime de subventions entre dans le cadre du plan d'action concernant les déchets et le recyclage en vigueur de 1993 à 1997 et du plan d'action en faveur des techniques peu polluantes également en vigueur de 1993 à 1997.

6. Effet de la subvention sur le commerce

Aucune statistique sur l'incidence sur le commerce de ce programme n'est disponible dans la mesure où il ne vise pas des entreprises spécifiques.

3. Bonifications d'intérêts

1. Titre du programme

Bonifications d'intérêts. Demande de crédits supplémentaires n° 3 du 13 octobre 1993, approuvée par la Commission des finances du Parlement.

2. Forme de la subvention

Bonifications d'intérêts.

Dans le cadre de ce programme une subvention peut être versée au moment de la livraison d'un navire, sous forme d'une bonification d'intérêt pouvant atteindre 9 pour cent de la valeur contractuelle. L'aide peut également être versée sous la forme de versements échelonnés correspondant aux dates de paiement des intérêts et des échéances du prêt contracté.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

En 1997, un total de 678 millions de couronnes danoises ont été versées dans le cadre de ce programme de bonifications d'intérêts. Le montant budgétisé pour 1997 est de 840 millions de couronnes danoises.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objet de ce programme est d'aider les armateurs qui font construire des navires dans les chantiers navals danois.

5. Durée de la subvention

Ce programme s'applique aux navires commandés entre le 13 octobre 1993 et le 31 décembre 1998 (jusqu'à la date prévue d'entrée en vigueur de l'"Accord concernant le respect des conditions normales de concurrence dans le secteur de la construction navale et des réparations de navires commerciaux"), pour livraison au plus tard le 31 décembre 2001.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Chiffres au 31 décembre 1997.

Nombre de navires ayant bénéficié d'une bonification d'intérêts: 21.

Nombre de navires ayant bénéficié d'une promesse de bonification d'intérêts: 47.

Nombre de chantiers navals visés: 4.

Ce programme est approuvé par la Commission au titre de la septième Directive concernant les aides à la construction navale. La subvention varie en fonction de la valeur contractuelle du navire. Elle est de 4,5 pour cent de cette valeur pour les navires d'un prix inférieur à 10 millions d'écus et de 9 pour cent pour les navires d'un prix supérieur. Si le navire bénéficie d'une autre subvention, la bonification d'intérêts est réduite en conséquence. Pour un navire d'une valeur contractuelle de 10 millions d'écus ou plus, ayant bénéficié d'une garantie au titre du programme de garantie, la bonification d'intérêts ne sera que de 8 pour cent de la valeur contractuelle.

4. Garanties au dernier navire – Demande de crédits supplémentaires n° 60 du 4 novembre 1987, approuvée par la Commission des finances du Parlement

1. Titre du programme

Garanties au dernier navire – Demande de crédits supplémentaires n° 60 du 4 novembre 1987, approuvée par la Commission des finances du Parlement.

2. Forme de la subvention

Ce programme permet d'accorder aux chantiers navals des garanties pour leur fonds de roulement dans la limite de 75 pour cent de 80 pour cent de la valeur contractuelle du dernier navire en construction dans le chantier naval visé. Pour pouvoir en bénéficier, le chantier naval doit auparavant avoir pris la décision irrévocable de fermer et de cesser ses activités.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Aucune garantie n'a été accordée au titre de ce programme.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objet du programme est d'assurer le financement du dernier navire en construction dans un chantier naval qui a pris la décision de fermer.

5. Durée de la subvention

Ce programme s'applique aux navires commandés avant le 31 décembre 1998 (jusqu'à la date prévue d'entrée en vigueur de l'Accord concernant le respect des conditions normales de concurrence dans le secteur de la construction navale et des réparations de navires commerciaux").

6. Effets de la subvention sur le commerce

Sans objet. Ce programme a été approuvé par la Commission au titre de la septième Directive concernant les aides à la construction navale. L'élément subvention est de 7,5 pour cent au maximum.

5. Programme de garanties faisant suite au projet de loi n° 209 du 28 avril 1993, au projet de loi n° 254 du 19 avril 1995, et au projet de loi n° 292 du 28 avril 1997

1. Titre du programme

Programme de garanties faisant suite au projet de loi n° 209 du 28 avril 1993, au projet de loi n° 254 du 19 avril 1995, et au projet de loi n° 292 du 28 avril 1997.

2. Forme de la subvention

Ce programme permet de garantir des prêts destinés à la construction de navires dans les chantiers navals danois.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Des garanties pour environ 1 061 millions de couronnes danoises ont été accordées au titre de ce programme.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objet de ce programme est d'aider les armateurs danois qui construisent des navires dans les chantiers navals danois.

5. Durée de la subvention

Le programme s'applique aux navires commandés avant le 31 décembre 1998 (jusqu'à la date prévue d'entrée en vigueur de l'Accord concernant le respect des conditions normales de concurrence dans le secteur de la construction navale et des réparations de navires commerciaux").

6. Effets de la subvention sur le commerce

Chiffres au 31 décembre 1997:

Nombre de garanties émises: 24.

Total des crédits garantis: 873 491 622 couronnes danoises.

Nombre de chantiers navals visés: 4.

Ce programme est approuvé par la Commission européenne au titre de la septième Directive concernant les aides à la construction navale. L'élément subvention, calculé par la Commission, correspond à 1 pour cent de la valeur contractuelle.

6. Garanties en faveur des petits navires de charge

1. Titre du programme

Garanties en faveur des petits navires de charge faisant suite au projet de loi n° 618 du 17 novembre 1976 et au projet de loi n° 385 du 10 juin 1997.

2. Forme de la subvention

Ce programme permet d'accorder des garanties pour des prêts destinés à la construction de petits navires de charge dans les chantiers navals danois.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Des garanties pour environ 408 millions de couronnes danoises ont été accordées au titre de ce programme.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objet de ce programme est d'aider les armateurs qui font construire de petits navires de charge dans les chantiers navals danois.

5. Durée de la subvention

Ce programme s'applique aux navires commandés avant le 31 décembre 1998 pour livraison au plus tard le 31 décembre 2001.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Chiffres au 31 décembre 1997:

Nombre de garanties émises: 25.

Total des crédits garantis: 222 070 726 couronnes danoises.

Nombre de chantiers navals visés: 9.

Ce programme est approuvé par la Commission européenne au titre de la septième Directive concernant les aides à la construction navale. La Commission n'a pas calculé la subvention correspondante.

7. Initiatives menées en vertu de la Loi sur le développement du commerce et de l'industrie

1. Titre du programme

Loi sur le développement du commerce et de l'industrie. En vertu de cette loi, sont menées un certain nombre d'initiatives dont le but est de promouvoir la compétitivité de l'industrie et du commerce danois.

2. Forme de la subvention

Dons, garanties et prêts remboursables si le projet aboutit à un succès commercial.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le tableau 1 ci-après indique le montant de la subvention par secteur. Les subventions pour 1997 comprennent les reports des années précédentes. Pour 1998, seuls les chiffres du budget de l'année sont donnés.

Il n'est pas possible d'indiquer tous les bénéficiaires de la subvention en raison de leur nombre.

Tableau 1

Subventions par secteur

	1997		1998 (Budget)	
	Subventions promises, en millions de couronnes danoises	Subventions versées, en millions de couronnes danoises	Promesses de subventions envisagées, en millions de couronnes danoises	Montant escompté des versements, en millions de couronnes danoises
Promotion des exportations	136	107	120	129
Initiatives en faveur des PME et des chefs d'entreprises	83	91	54	61
Développement des compétences et de la technologie	574	547	505	560
Développement industriel régional	112	67	127	129
Total	905	812	806	879

Pour ce qui est des initiatives en faveur des PME et des chefs d'entreprise, le montant moyen alloué par entreprise était d'environ 200 000 couronnes danoises.

Pour le développement des compétences et de la technologie, le montant unitaire moyen alloué par entreprise/organisme était d'environ 800 000 couronnes danoises.

Pour la promotion des exportations, le montant unitaire moyen alloué était d'environ 600 000 couronnes danoises par entreprise/organisme.

Pour le secteur du développement industriel régional, il n'est pas possible d'estimer le montant unitaire moyen, car les fonds régionaux sont gérés à l'échelon régional et l'Agence pour le développement du commerce et de l'industrie ne contrôle pas directement toutes les aides accordées aux entreprises.

Certains programmes achevés pour lesquels il n'y a plus de promesses de subventions ne figurent pas dans le tableau. Des versements réduits auront encore lieu durant les années à venir, à mesure que les projets s'achèvent.

Les conditions générales pour l'obtention d'une subvention au titre de la Loi sur le développement du commerce et de l'industrie sont les suivantes:

- l'entreprise doit financer elle-même le projet pour plus de deux tiers;
- les résultats du projet sont mis à la disposition d'autres entreprises;
- l'entreprise doit présenter au moins une fois par an un rapport sur l'avancement du projet.

Les conditions spécifiques varient selon les initiatives.

Il n'est pas possible d'indiquer le plafond de la subvention par projet car celui-ci dépend du montant que les entreprises sont prêtes à apporter et de la nature du projet.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

La Loi sur le développement du commerce et de l'industrie a pour objectif général de renforcer le développement commercial et industriel au Danemark. L'approche suivie à cet effet consiste principalement à mettre en place un cadre de conditions générales applicables aux entreprises.

5. Durée de la subvention

La durée varie selon les initiatives. Chaque année, les autorités examinent les initiatives et les programmes proposés pour décider s'il convient de leur accorder des fonds.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'est pas encore possible d'évaluer les effets de ces subventions sur le commerce car les initiatives sont de caractère horizontal et ne visent pas spécifiquement telle ou telle branche de production.

8. **Fonds danois pour le développement des entreprises et Loi relative au Fonds danois pour le développement des entreprises**

1. Titre du programme

Fonds danois pour le développement des entreprises.
Loi relative au Fonds danois pour le développement des entreprises.

2. Forme de la subvention

Dons, garanties et prêts aux conditions du marché, remboursables en cas de succès.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le programme est horizontal. Le financement total, qui couvre quelque 125 projets, se répartit comme suit:

Dons:	2 millions de couronnes danoises
Garanties:	1,1 million de couronnes danoises
Prêts remboursables:	247 millions de couronnes danoises

Des prêts à la recherche-développement peuvent être accordés à concurrence de 45 pour cent des coûts totaux.

Des prêts pour le développement des marchés sont accordés, uniquement aux PME. Ils peuvent servir à acquérir de l'expérience et à réunir des informations relatives à l'exportation sur les nouveaux marchés.

Les entreprises payent des intérêts sur les prêts, qui sont remboursés si le projet aboutit à un succès commercial.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif de ce programme est d'accroître les activités de recherche-développement des entreprises privées et d'accroître les compétences des entreprises dans de nouveaux domaines.

5. Durée de la subvention

Ce programme est de durée indéterminée.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il s'agit d'un programme horizontal et les prêts sont accordés pour des activités de recherche-développement et l'acquisition de compétences (aide non matérielle) dans tous les secteurs.

9. Programme énergétique (taxe sur le CO₂ et le SO₂)

1. Titre du programme

Programme énergétique (taxe sur le CO₂ et le SO₂).

La législation européenne pertinente est l'article 92 3c) du Traité instituant l'Union européenne.

La législation nationale pertinente comporte les lois suivantes:

- Loi n° 417 du 14 juin 1995 (taxe sur le CO₂)
- Loi n° 421 du 14 juin 1995 (taxe sur le SO₂)

2. Forme de la subvention

Taxe sur le CO₂

La taxe sur le CO₂ s'élève à 100 couronnes danoises par tonne de CO₂ émise lors de la combustion des produits. Le 1er janvier 1996, la taxe sur le CO₂ applicable à la consommation d'énergie dans le commerce et l'industrie a été relevée et son champ d'application élargi. Le taux d'imposition va progressivement augmenter jusqu'en l'an 2000, le niveau des remboursements à l'industrie étant réduit chaque année.

Les modalités du remboursement de la taxe sur le CO₂ aux entreprises redevables de la TVA diffèrent selon l'intensité énergétique des différents procédés. En l'an 2000, lorsque la taxe sur le CO₂ sera pleinement appliquée, elle sera remboursée à 75 pour cent pour les procédés à forte intensité

énergétique, et à 10 pour cent pour les procédés à faible intensité énergétique. Aucun remboursement ne sera effectué en ce qui concerne les produits énergétiques utilisés à des fins de chauffage.

Taxe sur le SO₂

La taxe sur le SO₂ visant tous les produits énergétiques a été instituée le 1^{er} janvier 1996. Le taux d'imposition correspond à 10 couronnes danoises par kg de SO₂ rejeté dans l'atmosphère ou 20 couronnes danoises par kg de soufre contenu dans le produit énergétique.

Une réduction de la taxe sur le SO₂ concernant la production d'énergie à partir de charbon est accordée aux entreprises à forte intensité énergétique qui ont mis en place un plan d'économie d'énergie.

Recettes fiscales provenant des taxes sur le CO₂ et le SO₂

Les recettes fiscales provenant des taxes sur le CO₂ et le SO₂ sont rétrocédées au secteur du commerce et de l'industrie sous forme de primes d'investissement et de subventions destinées au paiement de la taxe sur le CO₂ lorsque l'entreprise a conclu avec le Ministère de l'énergie un accord par lequel elle s'engage à appliquer un plan d'économie d'énergie. Ces recettes sont également consacrées à une réduction générale des taxes sur l'emploi (contributions sociales).

Le programme énergétique a été notifié à la Commission européenne et le volet aide publique a été examiné. Ce programme ne prévoit aucun gain net. Étant donné que les remboursements sont offerts sur la base de l'intensité énergétique à toutes les entreprises quelle que soit la branche de production ou la région concernée, et que les autorités n'exercent aucun pouvoir discrétionnaire dans l'octroi des remboursements, la Commission a accepté le programme.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Les recettes rétrocédées au secteur du commerce et de l'industrie se sont élevées en 1997 à environ 1,2 milliard de couronnes danoises. Elles seront d'environ 2,1 milliards de couronnes danoises en 2001 lorsque le programme énergétique sera pleinement appliqué.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif environnemental de la politique fiscale dans le secteur de l'énergie est d'appuyer les efforts internationaux en vue de réduire les émissions de carbone et de soufre et d'assurer le respect aux plans national et international des objectifs environnementaux convenus.

5. Durée de la subvention

Un examen général du programme énergétique est prévu en 1998.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'a aucune incidence sur la compétitivité des entreprises. La charge fiscale diminuée des primes d'investissement représente dans la plupart des secteurs moins de 1 pour cent de la valeur ajoutée. Cet arrangement vient compenser en partie la charge fiscale accrue que les taxes nationales sur le CO₂ et le SO₂ font peser sur le secteur du commerce et de l'industrie.

10. Programme des zones industrielles

1. Titre du programme

Programme des zones industrielles (Conditions fiscales particulièrement favorables pour les zones industrielles).

2. Forme de la subvention

Jusqu'à la fin de l'année fiscale 1999, les entreprises établies dans une zone industrielle sont autorisées à doubler le taux d'amortissement sur leurs biens situés dans une zone industrielle, à condition de s'être installées dans cette zone avant la fin de 1994. Elles sont par ailleurs, jusqu'à la fin de 1999, exonérées des droits de timbre sur les documents concernant les achats de biens immeubles situés dans des zones industrielles, ainsi que de l'impôt foncier et des frais d'administration locaux sur ces biens immeubles.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Les zones industrielles sont implantées dans dix communes. D'après les renseignements disponibles, seules quelques entreprises se sont installées dans une zone industrielle avant la fin de 1994.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme est issu d'un accord politique intervenu en mai 1992 pour l'intensification des efforts en vue de l'insertion des chômeurs. Il vise à renforcer le développement et l'emploi industriels dans les zones économiquement menacées. Il s'agit d'un programme pilote limité dans le temps et assorti de restrictions géographiques (voir les points 3 et 4).

5. Durée de la subvention

Voir le point 2.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Le Ministère de la fiscalité ne dispose pas d'informations concernant le recours au programme des zones industrielles en 1997.

11. Régime applicable aux expatriés conformément à l'article 48 E de la Loi sur les impôts à la source

1. Titre du programme

Régime applicable aux expatriés conformément à l'article 48 E de la Loi sur les impôts à la source.

2. Forme de la subvention

Possibilité pour les experts scientifiques et le personnel-clé (de tous les secteurs) résidant au Danemark pour une durée limitée de bénéficier d'un taux d'imposition forfaitaire de 25 pour cent sur la rémunération brute.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Les dernières estimations font état d'un montant total de la subvention de 378 millions de couronnes danoises en 1997 et 360 millions de couronnes danoises en 1998. La perte de recettes fiscales s'élève, selon les estimations, à 151 millions de couronnes danoises pour 1997 et 1998. En février 1998, 944 salariés étaient imposés dans le cadre de ce régime.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la compétitivité du Danemark en favorisant la recherche et la mise au point de produits.

5. Durée de la subvention

Un employé peut être imposé dans le cadre du régime applicable aux expatriés pendant trois ans au maximum et peut ensuite continuer de résider au Danemark pour une durée maximale de quatre ans. Si l'employé reste au Danemark après cette période de quatre ans, l'entreprise perd le bénéfice de l'avantage fiscal accordé pour la période de trois ans.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Ce programme n'est pas considéré comme ayant une incidence directe sur le commerce.

12. Formation professionnelle générale et individuelle dans le cadre de la Loi relative à une politique active concernant le marché du travail

1. Titre du programme

Formation professionnelle générale et individuelle dans le cadre de la Loi relative à une politique active concernant le marché du travail.

2. Forme de la subvention

Subvention salariale accordée sous réserve d'un accroissement net du nombre de salariés. Le paiement de subventions salariales ne doit pas fausser la concurrence. Il s'agit d'un programme général de subventions destinées aux chômeurs, qui ne vise pas des entreprises spécifiques.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant total des subventions salariales accordées en 1997 a été de 242 millions de couronnes danoises.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Donner aux chômeurs la possibilité de conserver ou de réacquérir des compétences professionnelles afin de pouvoir à nouveau occuper un emploi normal.

5. Durée de la subvention

Dans le secteur privé, la période de subventionnement au cours de la période d'indemnisation (soit les deux premières années) est fixée à un an maximum. Si la période de subventionnement dépasse six mois, l'employeur doit offrir au chômeur une formation d'une durée égale à au moins la moitié de cette période de subventionnement ou un emploi non subventionné pour une période de même durée que la période de subventionnement. La période d'emploi doit être de six mois au moins.

Au cours de la période d'insertion (les trois années suivantes), la période de subventionnement de la formation professionnelle est de six mois au plus chez un même employeur. Les conditions concernant la formation et l'emploi consécutif s'appliquent également dans ce cas. S'agissant de la formation professionnelle individuelle, la période de subventionnement peut correspondre à l'ensemble de la période; les conditions relatives à la formation et à l'emploi consécutif s'appliquent là aussi.

Les accords concernant la formation professionnelle et la formation professionnelle individuelle avec subventions salariales chez un employeur privé sur un lieu de travail ordinaire ne peuvent être conclus pour des périodes qui prendraient fin après 1999.

6. Effets de la subvention sur le commerce

En 1997, 6 337 personnes ont entamé une formation professionnelle ou une formation professionnelle individuelle chez un employeur privé; le nombre de personnes employées était de 2 542. Il n'est pas possible d'évaluer l'incidence de la subvention sur le commerce étant donné qu'il s'agit d'une aide générale et non d'une subvention accordée à des entreprises spécifiques.

13. Aide à la création d'entreprises

1. Titre du programme

Aide à la création d'entreprises dans le cadre de la Loi relative à une politique active concernant le marché du travail.

2. Forme de la subvention

Allocation correspondant à 50 pour cent du plafond des indemnités de chômage pendant une période de deux ans et demi au plus, versée à des chômeurs qui créent leur propre entreprise pour exercer cette activité à titre principal.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant total versé en 1997 a été de 596 millions de couronnes danoises.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir les chômeurs qui désirent créer une entreprise et en faire leur activité principale.

5. Durée de la subvention

Cette allocation a été créée dans le cadre d'un programme fonctionnant conformément au principe *de minimis*.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Le nombre de personnes qui ont commencé à recevoir cette allocation a été de 2 673 et le nombre global de personnes à en bénéficier est de 9 080. Il n'est pas possible d'évaluer l'incidence de la subvention sur le commerce étant donné qu'il s'agit d'une aide générale et non d'un soutien accordé à des entreprises particulières.

14. Projet pilote concernant le subventionnement d'entreprises offrant des contrats de formation à des adultes

1. Titre du programme

Projet pilote concernant le subventionnement d'entreprises offrant des contrats de formation à des adultes.

2. Forme de la subvention

Subvention salariale au cours de périodes de formation pratique au sein d'une entreprise.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

La subvention versée aux chômeurs est de 40 couronnes danoises par heure de formation pratique en entreprise et de 35 couronnes danoises pour les personnes au bénéfice d'un emploi. La subvention peut être versée pendant deux ans et demi à compter du début de la période de formation convenue. En 1997, le montant total des subventions a été de 35,3 millions de couronnes danoises pour l'ensemble du pays.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a été créé afin d'accorder un soutien financier aux entreprises qui offrent des contrats de formation professionnelle à des chômeurs ou à des salariés de plus de 25 ans.

5. Durée de la subvention

Les subventions sont versées pour des contrats de formation conclus avant le 1^{er} janvier 2000.

6. Effets de la subvention sur le commerce

En 1997, un total de 1 464 personnes a débuté une formation subventionnée.

Il n'est pas possible d'évaluer l'incidence de la subvention sur le commerce étant donné qu'il s'agit d'une aide générale et non d'un soutien accordé à des entreprises particulières.

15. Projet pilote concernant l'emploi de personnes ayant fait des études supérieures dans des petites et moyennes entreprises

1. Titre du programme

Projets pilotes régionaux concernant l'emploi de personnes ayant fait des études supérieures dans des PME dans le cadre de l'Arrêté sur la gestion et l'administration centralisée des mesures spéciales concernant le marché du travail.

2. Forme de la subvention

Subvention salariale. La subvention peut être versée à des entreprises privées employant moins de 50 personnes qui recrutent des chômeurs ayant fait des études supérieures pour des projets spéciaux visant à promouvoir le développement et le potentiel de croissance de l'entreprise.

Pour pouvoir bénéficier de la subvention, le projet doit avoir pour objectif de réduire ou d'éviter les blocages et/ou les problèmes structurels rencontrés sur le marché du travail de la région.

Une subvention ne peut être versée pour l'emploi d'un chômeur ayant fait des études supérieures s'il existe déjà dans cette région une pénurie de personnes ayant le même profil de formation.

Afin d'encourager la mobilité géographique, les subventions pourront être attribuées pour des projets qui envisagent le recrutement de ces chômeurs provenant de régions dans lesquelles il n'y a pas de pénurie de ce type de main-d'œuvre.

Les personnes recrutées doivent avoir accompli une formation universitaire ou similaire à plein temps pendant trois ans au moins et avoir été au chômage pendant cinq mois au cours des huit mois précédents.

En outre, l'entreprise ne doit pas employer, ou avoir employé, dans les deux ans précédents d'autres personnes ayant la même formation et les mêmes qualifications (en dehors du propriétaire de l'entreprise). La subvention est limitée à un salarié par entreprise.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

La subvention représente 50 pour cent du coût salarial pour l'entreprise de la personne recrutée, à concurrence de 11 000 couronnes danoises par mois.

Entre mars 1997, date à laquelle le programme a été lancé, et le 24 février 1998, un montant de 2,2 millions de couronnes danoises a été versé au titre de ce programme.

Cette subvention est versée selon le principe *de minimis* (voir les règles en la matière).

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif politique de ce programme est de conserver ou d'augmenter le niveau de l'emploi en accroissant le potentiel de croissance des petites et moyennes entreprises par le recrutement de chômeurs de formation universitaire dans le cadre de projets spéciaux.

5. Durée

Une évaluation est actuellement en cours afin de déterminer si le projet pilote doit s'achever à la fin de 1998 ou s'il sera poursuivi après cette date.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Entre mars 1997, date à laquelle ce programme a été lancé, et le 24 février 1998, 101 dossiers de recrutement ont été acceptés. Ce chiffre devrait être légèrement supérieur en 1998 en raison de la période de mise en place du projet en 1997.

Aucune estimation de l'incidence sur le commerce n'a été effectuée.

16. Projet pilote concernant des mesures liées à l'emploi dans le secteur de l'environnement dans la région de Vejle

1. Titre du programme

Projet pilote concernant des mesures liées à l'emploi dans le secteur de l'environnement dans la région de Vejle.

2. Forme de la subvention

Subvention attribuée à des organismes publics, des entreprises privées, des associations ou organisations, etc., en rapport avec la planification et la mise en œuvre d'activités liées à la protection de l'environnement.

L'aide est attribuée:

- pour la création d'équipes de consultants en matière d'environnement constituées parmi des chômeurs en vue d'offrir une aide et des conseils en matière de mesures environnementales;
- pour la planification et la mise en œuvre d'activités de formation à l'intention des salariés et des chômeurs; et
- pour couvrir les frais d'établissement en relation avec la planification et la mise en œuvre d'activités concernant la protection de l'environnement.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant total versé au titre de cette subvention a été de 6,8 millions de couronnes danoises en 1997.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Augmenter les possibilités d'emploi dans la région de Vejle. Intégrer les politiques en matière de marché du travail, d'environnement et d'énergie à la politique industrielle régionale et aux activités publiques, et partant contribuer à un développement durable de l'emploi et de l'environnement.

5. Durée de la subvention

Le projet pilote a été exécuté du 1^{er} août 1996 au 31 décembre 1997.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Au cours des dix premiers mois d'exécution du projet, 33 projets ont été lancés, 191 chômeurs y ont participé et 67 entreprises privées et 16 organismes publics et associations ont bénéficié de subventions.

Aucune estimation de l'incidence de ce programme sur le commerce n'est disponible.

17. Projet pilote concernant les activités de planification de la formation

1. Titre du programme

Projet pilote concernant les activités de planification de la formation.

2. Forme de la subvention

Subventionnement de projets pilotes concernant la planification d'activités de formation dans les services régionaux de l'emploi sous réserve de l'approbation des demandes/projets par la Direction nationale du marché du travail.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Des subventions ont été attribuées à des projets pilotes dans trois régions (Ringkøbing, Born-holm et Funen) dans lesquelles des projets ont été lancés en relation avec la planification des activités de formation et un certain nombre d'entreprises ont été subventionnées. Les projets ont une durée de deux ans. Le montant versé au titre de ce programme dans les trois régions (à l'ensemble des entreprises) a été de 2,7 millions de couronnes danoises en 1997.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ces projets ont pour objectif de rassembler des informations qui permettront de déterminer si la planification des activités de formation dans les entreprises privées et publiques a une incidence positive sur le maintien, le développement et la création d'emplois.

5. Durée de la subvention

Les projets se déroulent sur une période de deux ans. À la fin de cette période, une évaluation portant sur l'incidence du programme sur la politique de l'emploi sera effectuée.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas encore de données statistiques concernant les projets pilotes.

18. Subventions pour l'adoption de mesures spéciales contre la répétitivité des tâches

1. Titre du programme

Subventions pour l'adoption de mesures contre la répétitivité des tâches (qui entraînent un risque pour la santé du fait que les mêmes mouvements sont répétés pendant la plus grande partie de la journée de travail). Ce programme est géré conformément à l'Arrêté n° 659 du 27 juin 1996 émanant du Ministère du travail.

2. Forme de la subvention

Subventions.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Un montant total de 104 millions de couronnes danoises est affecté à ce programme pour la période 1994-1997 et versé aux entreprises privées et publiques ainsi qu'aux établissements d'enseignement et de recherche. A l'exception de l'industrie sidérurgique, de la construction navale, des transports et de l'industrie houillère - branches pour lesquelles les subventions sont subordonnées à l'approbation préalable de la Commission européenne -, toutes les branches d'activité où ces formes de travail existent peuvent bénéficier de ces subventions. En règle générale, l'aide aux grandes entreprises ne peut dépasser le montant autorisé conformément au principe *de minimis* prescrit par la Commission européenne. En 1997, un montant total de 12 193 893 couronnes danoises a été attribué à 35 entreprises, la subvention moyenne par entreprise étant de 348 397 couronnes danoises.

Les subventions sont versées pour des activités visant à éliminer ou réduire la répétitivité du travail, notamment dans les domaines suivants: perfectionnement professionnel, méthodes d'organisation du travail, recherche de solutions techniques, mise en valeur des ressources humaines, recherche et documentation.

Les entreprises doivent présenter un rapport d'évaluation comme condition du versement des subventions, afin de permettre la collecte et la diffusion des résultats des différents projets.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif de ce programme est de réduire de moitié les activités répétitives avant l'an 2000. Pour déterminer si tel ou tel projet devrait bénéficier de l'aide, on se demande en particulier si les résultats du projet en question peuvent être transposés à d'autres entreprises ou méthodes de travail.

5. Durée de la subvention

La date limite de dépôt des demandes de subventions était le 31 décembre 1997.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'existe pas encore de données statistiques pour 1997.

19. Mise au point et expérimentation de nouvelles techniques de production d'énergie

1. Titre du programme

Mise au point et expérimentation de nouvelles techniques de production d'énergie.

2. Forme de la subvention

Prêts et dons.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Subvention annuelle.

1995:	1,6 million de couronnes danoises
1996:	3,9 millions de couronnes danoises
1997:	2,7 millions de couronnes danoises
1998:	3,4 millions de couronnes danoises
1999:	3,4 millions de couronnes danoises

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Objectifs en matière de politique énergétique: Prêts et dons destinés à la mise au point et à l'expérimentation de nouvelles techniques de production d'énergie fondées en particulier sur les résultats de projets de recherche publics.

5. Durée de la subvention

1995-1999.

6. Effets de la subvention sur le commerce

L'aide au titre de ce programme a débuté à la fin de 1995 et les premiers projets de recherche ont été achevés en 1998. Aucune statistique n'est donc disponible.

20. Loi n° 1209 du 2 décembre 1996 concernant le Fonds pour les économies d'électricité

1. Titre du programme

Loi n° 1209 du 2 décembre 1996 concernant le Fonds pour les économies d'électricité.

2. Forme de la subvention

Subvention pour la mise au point, la commercialisation, l'acquisition et l'utilisation de mécanismes et d'équipements permettant d'effectuer des économies d'électricité.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant des subventions versées en 1997 a été de zéro couronne danoise.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objectif d'encourager les économies d'électricité en raison de considérations d'ordre socio-économique et écologique.

5. Durée de la subvention

Ce programme est en vigueur pour une durée indéterminée.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'est pas possible de donner des statistiques sur l'incidence de ce programme sur le commerce.

21. Remboursement de la taxe sur le CO₂ en faveur des entreprises consommant beaucoup d'énergie

1. Titre du programme

Remboursement de la taxe sur le CO₂ en faveur des entreprises consommant beaucoup d'énergie.

2. Forme de la subvention

Dons.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant des subventions versées en 1997 s'est élevé à 25,9 millions de couronnes danoises. Seules certaines entreprises à forte consommation d'énergie peuvent en bénéficier. Elles doivent pour cela réaliser un audit énergétique et passer un accord énergétique avec l'Agence danoise de l'énergie. Ces accords énergétiques contiennent des listes détaillées des projets et activités que les entreprises doivent exécuter. En 1997, 158 entreprises privées ont passé un accord énergétique.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objectif de réduire les émissions de CO₂ des entreprises privées consommant beaucoup d'énergie. Ces dernières peuvent obtenir le remboursement de la taxe sur le CO₂, si elles font un audit énergétique et prennent des mesures d'économie d'énergie.

5. Durée de la subvention

Ce programme est en vigueur pour une durée indéterminée. Une évaluation est prévue en 1998.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'est pas possible de donner des statistiques sur l'incidence de ce programme sur le commerce, car il s'agit d'un programme de subventions général qui ne vise pas un type spécifique d'entreprises.

22. Subventions pour les investissements des entreprises privées destinés à économiser l'énergie

1. Titre du programme

Programme de subventions pour les investissements des entreprises privées destinés à économiser l'énergie.

2. Forme de la subvention

Dons.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant des subventions versées en 1997 s'est élevé à 557,8 millions de couronnes danoises, répartis entre 4 291 entreprises privées. Les subventions représentent un pourcentage des coûts.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objectif d'encourager les mesures qui améliorent le rendement énergétique ou qui favorisent les économies d'énergie dans les entreprises privées, afin de réduire les quantités de CO₂ émises par les entreprises.

5. Durée de la subvention

Ce programme est en vigueur pour une durée indéterminée. Une évaluation est prévue en 1998.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'est pas possible de donner des statistiques sur l'incidence de ce programme sur le commerce, car il s'agit d'un programme de subventions général, qui ne vise pas un type spécifique d'entreprises.

23. Loi n° 1088 du 20 décembre 1995 portant modification de la Loi sur l'approvisionnement en électricité

1. Titre du programme

Loi n° 1088 du 20 décembre 1995 portant modification de la Loi sur l'approvisionnement en électricité. (Réglementation applicable à l'énergie électrique produite par les petites centrales de

production mixte de chaleur et d'électricité ou les installations de production d'électricité utilisant des biogaz, des déchets ou d'autres sources d'énergie renouvelables.)

2. Forme de la subvention

La loi prévoit une garantie d'achat et un prix de vente, qui peuvent constituer une subvention si ces deux éléments confèrent un avantage économique aux petites centrales de production mixte de chaleur et d'électricité ou aux installations de production d'électricité utilisant des biogaz, des déchets ou d'autres sources d'énergie renouvelables.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Sans objet.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette loi prévoit des subventions en faveur des compagnies d'électricité qui produisent l'énergie électrique dans de petites centrales mixtes chaleur/électricité ou utilisent des biogaz, déchets ou autres sources d'énergie renouvelables.

5. Durée de la subvention

Il existe un délai de fait, puisqu'en 2003 l'électricité produite dans le cadre de cette loi sera absorbée par le réseau d'approvisionnement.

6. Effets de la subvention sur le commerce

On considère qu'il y a très peu d'effets sur le commerce.

24. Prime à la production d'électricité

1. Titre du programme

Prime à la production d'électricité.

2. Forme de la subvention

Primes à la production d'électricité.

3. Montant unitaire ou montant total de la subvention

Le montant total des primes versées en 1997 s'est élevé à 1 074,1 millions de couronnes danoises. Ce programme comprend quatre types de primes:

- i) Une prime de 0,07 couronne danoise par kWh d'électricité produite à partir de gaz naturel et/ou par incinération.
- ii) Une prime de 0,1 couronne danoise par kWh d'électricité produite dans des centrales d'une puissance moyenne de 3 MW ou inférieure, et aux centrales alimentant un réseau de chauffage à distance.
- iii) Les centrales dont la puissance moyenne est supérieure à 3 MW qui perçoivent une prime de 0,07 couronne danoise par kWh d'électricité produite et qui sont dans une

situation économique critique reçoivent une prime additionnelle pouvant aller jusqu'à 0,03 couronne danoise par kWh d'électricité produite.

- iv) Une prime de 0,17 couronne danoise est versée par kWh d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de biomasse, à l'exception des turbines éoliennes appartenant à des centrales qui bénéficient d'une prime de 0,1 couronne danoise par kWh.

4. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objectif de réduire les émissions de CO₂.

5. Durée de la subvention

La durée du programme varie en fonction des différents types de primes mentionnées précédemment.

D'une manière générale, l'accord est valable pendant dix ans mais il existe toutefois des exceptions:

Les centrales produisant de l'énergie pour l'industrie ne perçoivent des primes que pendant six ans. Pour les centrales dont la puissance moyenne est de 4 MW ou inférieure, la production d'électricité sera subventionnée pendant une durée maximale de huit ans.

La prime de 0,03 couronne danoise par kWh est versée pendant cinq ans.

6. Effets de la subvention sur le commerce

Il n'est pas possible de présenter des données statistiques sur l'incidence de ce programme sur le commerce.
